

# DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Novembre 2024



## REGLEMENT DE CONSULTATION

Pièce n° 0

**RÉNOVATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS DE LA  
RÉSIDENTE « LE BRET » SUR LA COMMUNE DE CANNES**

**Pièce commune à tous les lots**

Maîtrise d'œuvre	
	<b>Bureau d'études ICTP</b> 254, Corniche Fahnestock 06700 Saint Laurent du Var
N° 22/71 – DCE – Ind A	



Groupe ActionLogement

**MAITRE D'OUVRAGE :**

IN'LI PACA  
Groupe ActionLogement  
Immeuble Air Promenade  
470 Promenade des Anglais  
06200 Nice

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**Marché N° 2024-11-18**

**Rénovation thermique des bâtiments de la résidence « Le Bret » sur  
la commune de Cannes**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**MAPA – Articles 27 et 34 du décret n°360 du 25/3/16 relatif aux Marchés  
Publics**

**Date et heure de limite de remise des offres**

**Le 16/12/2024 à 12 heures**

## **ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC**

### **1.1 – NOM ET ADRESSE OFFICIELS DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

IN'LI PACA  
Groupe Action Logement  
Immeuble Air Promenade  
470 Promenade des Anglais  
06200, Nice.

### **1.2 – TYPE D'ACHETEUR PUBLIC**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par le Directeur Général de la société.

### **1.3 – INTERVENANTS**

#### **1.3.1 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études ICTP, chargé d'une mission complète de maîtrise d'œuvre, telle que définie par la loi MOP n° 85-704 du 12 juillet 1985 et des décrets d'application n° 93-1268 et n° 2008-1334 du 17 décembre 2008.

BUREAU D'ETUDES ICTP  
254 Corniche Fahnestock  
06700 SAINT-LAURENT DU VAR  
Tél : 04 92 12 97 09

#### **1.3.2 Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (OPC)**

Sans objet

#### **1.3.3 Contrôle technique**

Sans objet

#### **1.3.4 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)**

### **DEGAINE INGENIERING**

439, Avenue de Pessicart, Sunset Villa – Bâtiment A  
06100 - NICE  
Tél : 04 89 00 30 26 – Fax : 08 90 20 90 45

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur SPS, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

## **ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE**

### **2.1 – OBJET DU MARCHE**

IN'LI PACA, filiale du groupe Action Logement, est un bailleur d'un parc de 4 500 logements environ à ce jour qui assure la réalisation de travaux de rénovation pour ses habitations.

Dans le cadre de son programme d'amélioration de ses logements, « IN'LI PACA » projette la réalisation de travaux d'isolation thermique par l'extérieur pour bâtiments de la résidence « Le Bret » située aux 48-50 avenue du commandant Bret dans la commune de Cannes. Le projet prévoit également la réfection de l'étanchéité et de l'isolation des toitures, le remplacement des systèmes de ventilations mécaniques en place ainsi que la mise en place d'installations photovoltaïques en toiture et en ombrière au niveau du parking intérieur.

**L'opération a pour objectif l'obtention d'un label bâtiment basse consommation rénovation « BBC Rénovation » pour les deux bâtiments.**

La résidence est construite dans les années 1960. Ses deux bâtiments comprennent 99 logements locatifs sociaux répartis sur 4 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée (R+5) ainsi que des niveaux des entresols dans lesquels sont aménagées des caves.

Le marché est divisé en quatre lots suivant la nature des travaux :

- Lot n°1 – Isolation.
- Lot n°2 – Etanchéité.
- Lot n°3 – Ventilation mécanique – Chauffage.
- Lot n°4 – Installations photovoltaïques – Electricité.

#### **LOT N°1 - ISOLATION**

- **Installation et travaux préparatoires**
  - Installation de chantier.
  - Amenée et repli du matériel de chantier.
  - Constat d'huissier.
  - Arrachage d'arbuste en pieds de façade.
  - Dépose de l'habillage en pierre en soubassement y/c évacuation en décharge agréée.
  - Démolition des claustras en terre cuite y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose de colonnes EP en fer galvanisé y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose de couvre-joint de dilatation y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose des grilles de ventilation (Façade) y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose des sorties ventouses (Façade) et mise en conservation (selon état).
  - Dépose de volets de fenêtre simple vantail et mise en conservation.
  - Dépose de volets de fenêtre double vantaux et mise en conservation.
  - Dépose de volets de porte-fenêtre et mise en conservation.
  - Dépose et repose grille de défense avec modification ITE et découpe 73x49cm.
  - Dépose et repose grille de défense avec modification ITE et découpe 70x142cm.
  - Dépose de séparatifs de balcons y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose et repose stores bannes y compris adaptation.
  - Dépose d'auvents en polycarbonate (balcons) y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose et repose des boîtes aux lettres (halls).
  - Curage des pissettes des édifices d'entrée.
  - Reconnaissance du sujet selon les règles "ETICS" à partir de l'échafaudage.
  - Etablissement des plans d'exécution et notes de calcul.

- Etablissement des DOE et DIUO.

- **Bâtiments**

- Montage et démontage échafaudage sur pied.
- Lavage façades et reprise maçonnerie
- Rebouchage des cavités résultant de la dépose et traitement des fissures sur la façade.
- Fourniture de l'isolant en laine de roche pour façades (ITE)  $R > 3,70$ .
- Mise en œuvre de l'isolant sur façades en laine de roche (ITE) y compris enduit.
- Fourniture d'isolant en laine de roche épaisseur 2cm pour embrasures des fenêtres et portes-fenêtres.
- Mise en œuvre d'isolant en laine de roche épaisseur 2cm pour embrasures des fenêtres et portes-fenêtres.
- Prolongement des conduits de ventilations situés sur la façade.
- Prolongement des conduits d'extraction pour hottes situés sur la façade (sorties ventouses).
- Traitement des embrasures de fenêtres (1 vantail largeur : 70cm).
- Traitement des embrasures des fenêtres (2 vantaux largeur : 105cm).
- Traitement des embrasures des fenêtres (2 vantaux largeur : 125cm).
- Traitement des embrasures de portes-fenêtres (2 vantaux largeur : 105cm).
- Traitement des embrasures de portes-fenêtres (2 vantaux largeur : 180cm).
- Traitement des embrasures de portes (largeur : 125cm).
- Traitement des appuis de fenêtres (1 vantail dim. : 80cmx50cm).
- Traitement des appuis de fenêtres (2 vantaux dim. : 110cmx50cm).
- Traitement des appuis de fenêtres (2 vantaux dim. : 135cmx50cm).
- Peinture sur ouvrages non traités par l'ITE en façade (édicules, halls d'entrée, corniches, décrochés de balcons).
- Peinture sur balcons (sous face, tranche garde-corps maçonné).
- Peinture sur ouvrage métallique garde-corps des balcons ht : +/- 0,25.
- Peinture sur ouvrage métallique garde-corps des édicules ht : +/- 0,25 (hall d'entrée).
- Peinture sur ouvrage métallique grille de défense (dim. 73cmx49cm).
- Peinture sur ouvrage métallique grille de défense fenêtre (dim. 70cmx142cm).
- Peinture sur ouvrage métallique porte d'accès au transformateur.
- Peinture de portes de placards (balcons).
- Enduit renforcé (h ; 2,50m) sur ITE en périphérie du bâtiment y/c toile de blindage.
- Anti-graffiti (h ; 2,50m) sur ITE en périphérie du bâtiment.
- Anti-graffiti dans édicules d'entrée et ouvrages non traité par l'ITE (niveau RDC).
- Fourniture et pose de couvertine en aluminium pour garde-corps maçonné (3ml).
- Fourniture et pose de profilé goutte-eau en aluminium (balcons).
- Fourniture et pose de panneaux claustras en aluminium (balcons et édicules d'entrée).
- Fourniture et pose de prolongateur de gond pour volets.
- Fourniture et pose de prolongateur pour arrêts de volets.
- Fourniture et pose de colonnes EP en PVC y compris coudes.
- Fourniture et pose de couvre joint de dilatation y compris traitement de joint.
- Fourniture et pose de grille de ventilation.
- Repose de sorties ventouses.
- Fourniture et pose de grilles pour impostes.
- Fourniture et pose d'auvents en polycarbonate (balcons).
- Repose de volets de fenêtre simple vantail.
- Repose de volets de fenêtre double vantaux.
- Repose de volets de porte-fenêtre.
- Fourniture et pose de séparatifs balcon.

- **Parties communes :**

- Dépose et repose d'éléments de signalétique.
- Décapage enduit gouttelette au niveau de la cage d'escalier y/c évacuation en décharge agréée.
- Peinture acrylique pour murs au niveau de la cage d'escalier.
- Peinture sur escalier (sous faces : plafonds, paillasse, paliers, limons...etc.).
- Peinture sur murs au niveau des halls (niveau entresol).
- Peinture sur ouvrages métalliques garde-corps.
- Peinture sur ouvrages métalliques : portes prépeintes d'entrée d'immeuble (niveau entresol).
- Peinture sur ouvrages menuisés : portes palières.
- Peinture sur ouvrages menuisés : portes intérieures (circulations, locaux divers, niveau entresol).
- Peinture sur ouvrage menuisé : gaines techniques sur palier.
- Traitement du revêtement de sol au niveau de la cage d'escalier (marches- contre-marches, paliers).
- Traitement du revêtement de sol au niveau des halls d'entrée (niveau entresol).

- **Finitions extérieures :**

- Lavage des murs et bordures.
- Décapage du RSE des murs au niveau du parking intérieur.
- Décapage du RSE des murs au niveau du parking extérieur.
- Rebouchage des cavités et traitement des fissures.
- Peinture pilolite pour murs au niveau du parking intérieur.
- Peinture pilolite pour murs au niveau du parking extérieur.
- Peinture sur ouvrages maçonnés intérieurs (bordures, murets de jardin...etc.).
- Peinture sur ouvrages maçonnés extérieurs (bordures, murs de clôture...etc.).
- Anti-graffiti sur murs extérieurs.
- Peinture sur ouvrage métallique garde-corps au niveau du parking.
- Peinture sur ouvrage métallique grilles de clôture.
- Peinture sur ouvrage métallique portillons.
- Peinture sur ouvrage métallique portails.
- Peinture routière pour places de parking (46 places).
- Adaptation clôture rigide sur ITE en rez-de-jardin.

- **Options :**

- Peinture pour volets de fenêtre simple vantail.
- Peinture pour volets de fenêtre double vantaux.
- Peinture pour volets de porte-fenêtre double vantaux.

## **LOT N°2 – ETANCHEITE**

- **Installation et travaux préparatoires**

- Installation de chantier.
- Amenée et repli du matériel de chantier.
- Constat d'huissier.
- Dépose de membrane d'étanchéité bitumineuse sur corniches et acrotères y/c évacuation en décharge agréée.
- Dépose des garde-corps autoportants et mise en conservation pour repose.
- Dépose et mise en conservation du gravillon roulé pour réemploi.
- Lavage ouvrages architecturaux en toiture.
- Etablissement des plans d'exécution et notes de calcul.
- Etablissement des DOE et DIUO.

- **Terrasses inaccessibles**

- Calfeutrement des engravures en petite maçonnerie.
- Pare-vapeur et équerre de renfort (fourniture et pose).
- Isolation thermique en mousse de polyuréthane ép. 100 mm (R=4,55) (fourniture et pose).
- Etanchéité bi couche renforcée classement FIT F5 I5 T4 (fourniture et pose).
- Etanchéité monocouche en membrane bitumineuse pour édicules (fourniture et pose).
- Remplacement des EEP.
- Fourniture et pose de pare-graviers.
- Relevés renforcés protection paillettes minérales (fourniture et pose).
- Mise en œuvre d'une bande solin aluminium brut (fourniture et pose).
- Fourniture et pose de couverture en aluminium pour corniche.
- Fourniture et pose de couverture en aluminium pour acrotère.
- Remise en place de la protection lourde en gravillon roulé conservée
- Repose des garde-corps autoportants.
- Peinture sur ouvrages architecturaux en béton situés sur le toit.
- Nettoyage et repli de chantier.

- **Balcons**

- Démolition du carrelage y/c évacuation en décharge agréée.
- Fourniture de ragréage sur les dalles des balcons.
- Mise en œuvre de ragréage sur les dalles des balcons.
- Fourniture étanchéité liquide SEL MAPELASTIC SMART ou équivalent.
- Mise en œuvre étanchéité liquide SEL MAPELASTIC SMART ou équivalent..
- Fourniture carrelage grès antidérapant Cérame 30x30cm balcons.
- Mise en œuvre de carrelage grès Cérame 30x30cm balcons y/c approvisionnement.
- Fourniture de plinthes en grès cérame coloris identique au carrelage.
- Mise en œuvre de plinthes en grès cérame.

**LOT N°3 – VENTILATION MECANIQUE - CHAUFFAGE**

- **Installation et travaux préparatoires**

- Installation de chantier.
- Amenée et repli du matériel de chantier.
- Constat d'huissier.
- Dépose de l'installation VMC existante y/c évacuation en décharge agréée.
- Etablissement des plans d'exécution et notes de calcul.
- Etablissement des DOE et DIUO.

- **Travaux en toiture**

- Ramonage des conduits.
- Fourniture et pose de plénums.
- Fourniture et pose de caisson basse pression basse consommation hygroréglable type A.
- Fourniture et pose de réseau aéraulique horizontal en toiture.
- Fourniture et pose de disjoncteur différentiel pour caisson.
- Fourniture et pose alimentation électrique en câblage résistant au feu CR1-C1.

- **Travaux en logements**

- Fourniture et pose de bouche d'extraction pour cuisines.
- Fourniture et pose de bouche d'extraction pour WC.
- Fourniture et pose de bouche d'extraction pour salle de bain.
- Fourniture et pose d'entrée d'air autoréglable 90x5 = 450EA.
- Bouchage VB.
- Détalonnage des portes.
- Soffite en rez-de-chaussée.

- **Chauffage**

- Dépose de robinets manuels des radiateurs existants.
- Fourniture et pose de boîtiers de régulation pour chaudières.
- Fourniture et pose de robinets thermostatiques.

**LOT N°4 – INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES - ELECTRICITE**

- **Installation et travaux préparatoires**

- Installation de chantier.
- Amenée et repli du matériel de chantier.
- Constat d'huissier.
- Fourniture et mise en place de protection de l'étanchéité existante.
- Etablissement des plans d'exécutions et notes de calculs.
- Etablissement des DOE, DIUO.

- **Installations en toiture**

- Installation photovoltaïque 6,48 kWc y/c panneaux et accessoires électriques.
- Installation photovoltaïque 13,37 kWc y/c panneaux et accessoires électriques.
- Fourniture et pose de système de fixation sur supports métalliques.
- Fourniture et mise en place de bande de diffusion sous support métallique panneaux (interface avec étanchéité).
- Raccordement réseau d'éclairage parties communes.
- Raccordement au réseau.
- Démarches CONSUEL.

- **Installations en ombrière**

- Dépose de lampadaires au niveau du parking.
- Terrassement et évacuation des déblais en décharge spécialisée.
- Réalisation de fondations en béton armé 100xht70cm (à définir suivant calculs).
- Plus-value pour fondations profondes en micropieux.
- Réalisation d'une ombrière en charpente métallique 260m².
- Installation photovoltaïque 47,56 kWc y/c panneaux et accessoires électriques.
- Fourniture et pose de système de fixation sur supports métalliques adapté pour ombrière
- Fourniture et pose de shelter photovoltaïque.
- Installation électrique d'éclairage, fourniture et pose (y compris luminaires à détecteurs de présence).
- Raccordement au réseau.
- Démarches CONSUEL.
- Reprise de l'enrobé.

- **Electricité**

- Dépose de l'appareillage électrique au niveau des entrées (luminaires) y/c évacuation en décharge agréée
- Dépose du réverbère (globe) du lampadaire au niveau du jardin y/c évacuation en décharge agréée
- Dépose de luminaires au niveau des cages d'escalier y/c évacuation en décharge agréée
- Fourniture et pose de hublot LED étanche à détection intégrée au niveau des entrées
- Fourniture et pose de luminaires LED à détection de présence au niveau des cages d'escalier
- Fourniture et pose de projecteurs LED à détection intégrée au niveau du parking du bâtiment A
- Fourniture et pose d'un réverbère à lampe LED avec détecteur de mouvement.



Le présent marché de travaux est rémunéré par un Bordereau de Prix Unitaires appliqué aux quantités réellement exécutées.

Les travaux sont décrits dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **2.3 – LIEU D'EXECUTION**

Les travaux s'exécuteront au niveau de la résidence « Le Bret » située aux 48-50 avenue du commandant Bret à Cannes.

### **2.4 – ALLOTISSEMENT ET CONTEXTE DE L'OPERATION**

Les travaux sont répartis en quatre lots ci-après désignés :

- Lot n°1 – Isolation.
- Lot n°2 – Etanchéité.
- Lot n°3 – Ventilation mécanique – Chauffage.
- Lot n°4 – Installations photovoltaïques – Electricité.

Le lot principal est le lot n°1 qui assurera l'interface entre les intervenants des différents lots y compris la servitude des échafaudages, le matériel de levage et d'évacuation ainsi que les protections de sécurité.

### **2.5 – DECOMPOSITION EN TRANCHES**

Les travaux seront réalisés en une seule tranche.

### **2.6 – DUREE DU MARCHE**

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'à complète exécution des travaux.

### **2.7– DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution seront à préciser (en jours) par le candidat dans l'acte d'engagement. Ils comprendront la période de préparation.

### **2.8 – TYPE DE MARCHE**

Il s'agit d'un marché de travaux passé en procédure adaptée en application des articles 27 et 34 du décret n°360 du 25/3/16 relatif aux Marchés Publics.

## **ARTICLE 3 – DISPOSITIONS DU MARCHE D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER**

### **3.1 – FORME DU MARCHE**

Marché Ordinaire

### **3.2 – CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN POUR LES MARCHES PUBLICS)**

La classification CPV vocabulaire commun pour les marchés publics pour ce marché est :

#### **Lot n°1 – Isolation :**

- 45321000-3 : Travaux d'isolation thermique.

#### **Lot n°2 – Etanchéité :**

- 45261420-4 : Travaux d'étanchéification.

#### **Lot n°3 – Ventilation mécanique - Chauffage**

- 45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation.

#### **Lot n°4 – Installations photovoltaïques - Electricité**

- 45261215-4 : Travaux de couverture de panneaux solaires.

### **3.2 – MONTANT DU MARCHE**

Marché rémunéré au bordereau de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

### **3.3 – VARIATION DES PRIX**

Les prix sont fermes et actualisables dans les conditions prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) mentionnées à l'article 3.5.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

L'unité monétaire est l'euro (€).

### **3.4 – DELAIS DE PAIEMENT**

Le mode de paiement des factures s'effectuera dans les conditions prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) mentionnées à l'article 3.4.

### **3.5 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT**

Sans objet

### **3.6 – AVANCES ET ACOMPTES**

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance de 5% sera versée au titulaire comme prévu à l'article 87 du Code des Marchés Publics si les conditions le permettent. Cette avance est soumise à la constitution d'une garantie à première demande.

### **3.7 – DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES**

Les candidats restent engagés par leur offre pendant cent quatre-vingt (180) jours calendaires à compter de la date de remise des offres fixée par le présent Règlement de la Consultation.

## **ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION**

### **4.1 – TYPE DE PROCEDURE**

La présente procédure est soumise aux règles issues de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics. La procédure retenue est la procédure adaptée définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Il a fait l'objet d'une publicité au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics (B.O.A.M.P), sur marchés on line ainsi que sur le site du profil acheteur ([www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)).

### **4.2 – VARIANTE EXIGEE (OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ANCIENNEMENT OPTION TECHNIQUE)**

Sans objet

### **4.3 – OPTIONS ET VARIANTES**

#### **4.3.1 – Options**

Options au sens du droit national : Sans objet

Option au sens du droit communautaire : Le bailleur se réserve le droit de conclure des avenants en cours d'exécution du marché.

#### **4.3.2 – Variantes**

Les variantes sont autorisées uniquement pour le Lot n°4 - ombrières.

### **4.4 – PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le bailleur se réserve le droit de faire usage de l'article 35.II.6<sup>ème</sup> alinéa du code des marchés publics.

### **4.5 - VISITE DES LIEUX**

Afin de compléter les renseignements généraux donnés dans le présent dossier, **une visite des lieux est obligatoire.**

Le candidat effectuera sur place les relevés qu'il jugera nécessaires pour la bonne exécution des prestations décrites et établira sous son entière responsabilité son offre.

Les visites seront effectuées sur rendez-vous. Elles auront lieu aux dates ci-après indiquées :

- 29/11/ 2024 à 10h00
- 06/11/ 2024 à 10h00

Pour la prise de rendez-vous, prendre contact avec M. Bogdan DRAGOS, Maître d'œuvre :  
Email : [bl.dragos@ictp.fr](mailto:bl.dragos@ictp.fr)

Pour toute autre information, prendre contact avec Mme Véronique LENOBLE, pôle technique  
Tél : 04.83 32 16 71

#### **4.6 – GROUPEMENTS**

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements

Conformément à l'article 51-VI-1 du Code des Marchés Publics.

## **ARTICLE 5 – DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS**

### **5.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est gratuit et à retirer par les candidats. Il contient les pièces suivantes :

- 1) Le présent règlement de consultation
- 2) Le dossier des pièces administratives et financières comprenant :
  - L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 relative à la sous-traitance
  - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
  - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
  - Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- 3) Le dossier des pièces techniques comprenant :
  - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
  - Les plans annexés au CCTP
  - Les annexes au dossier (pièces facilitant la compréhension du dossier)
- 4) Les imprimés DC1, DC2

### **5.2 – MODIFICATIONS APPORTEES AU DOSSIER DE CONSULTATION**

L'adjudicateur se réserve le droit d'apporter, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au présent dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Les candidats seront informés dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Le délai ci-dessus fixé sera décompté à partir de la date à laquelle les candidats auront reçu les modifications. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **5.3 – COMPLEMENTS A APPORTER AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au dossier de consultation.

### **5.4 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation peut être :

- Obtenu par voie dématérialisée :

Les candidats sont invités à se référer à l'Annexe 1 au présent Règlement de Consultation.

Le retrait ou la consultation du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

## **ARTICLE 6 – DOSSIERS REMIS PAR LES CANDIDATS – CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION**

Les candidats doivent présenter leur offre dans les conditions suivantes sous peine d'être écartés de la consultation.

### **6.1 – MODALITES DE PRESENTATION DES DOSSIERS**

Les dossiers complets contenant les candidatures et les offres des candidats tels que définis aux articles 6.2.1 et 6.2.2. du présent Règlement de Consultation doivent parvenir à destination, **impérativement avant les date et heure limites fixées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.**

**Les offres peuvent être remises ou adressées dans les conditions suivantes :**

#### **A) Transmission électronique**

Les candidatures et les offres devront être entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Les candidats devront transmettre leur offre par voie électronique (dématérialisée) via le profil d'acheteur du bailleur.

Les Conditions générales de dépôt d'une offre dématérialisée sont précisées à l'adresse ci-dessous :

<http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Pour répondre sous format électronique, les candidats doivent respecter les dispositions de l'article 40 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

La transmission des candidatures et des offres sur support physique électronique (CD/DVD-ROM, disquette...) n'est pas autorisée, sauf pour les copies de sauvegarde transmises en plus de la transmission électronique.

Suite à l'ouverture des plis, les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés pour la signature. Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite d'un marché en format papier.

Le bailleur IN'LI PACA s'engage à assurer la confidentialité et l'intégrité des documents mis en ligne, ainsi que la sécurité des transactions sur un réseau informatique accessible à tous les candidats de façon non discriminatoire.

#### **Dispositions complémentaires :**

Les offres transmises par papier, par fax ou par courriel ne sont pas acceptées.

Les dossiers incomplets, ou qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées, ainsi que ceux remis sous enveloppe non close seront refusés et non ouverts.

Il est rappelé que c'est la date de réception des offres qui est prise en compte et non la date d'expédition.

Le délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre est de cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **6.2 – CONTENU DE L'ENVELOPPE**

### **6.2.1 – Contenu du dossier de candidature**

**⇒ AU TITRE DE LEUR CAPACITE JURIDIQUE, LES CANDIDATS PRODUIRONT LES DOCUMENTS SUIVANTS :**

- (a) Une lettre de candidature (ou formulaire DC1 joint au présent DCE), complétée, datée et signée par une personne habilitée à représenter le candidat, indiquant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant la nature conjointe ou solidaire du groupement. En cas de groupement, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres.

Il atteste de l'exactitude de l'ensemble des renseignements fournis dans le formulaire DC2 et ses annexes qui doivent être transmis, en complément du DC1

Les groupements d'entreprises remplissent un seul DC1 mais chaque membre du groupement le signe et produit les renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur. Le document peut aussi être utilisé par les groupements d'entreprises comme document d'habilitation du mandataire.

Pour accéder à la notice explicative du DC1, utiliser le lien suivant :

[http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/DC/notices\\_dc/notice\\_dc1.pdf](http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/DC/notices_dc/notice_dc1.pdf)

- (b) Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat dans le cadre de la consultation.
- (c) Une attestation sur l'honneur justifiant qu'ils n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics (ou attestation sur l'honneur figurant dans le document DC1) ;
- (d) La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.
- (e) Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L 52-1, L 5212-2, L 5212 5 et L 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés,
- (f) Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D 8222-5-3° du code du travail).
- (g) Extrait KBIS
- (e) Attestation de satisfaction aux obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation.

Pour les groupements, chaque membre du groupement devra remettre les documents mentionnés aux points (b), (c), (d), (e), (f), (g) du présent article.

**⇒ AU TITRE DE LEUR CAPACITE PROFESSIONNELLE TECHNIQUE ET FINANCIERE LES CANDIDATS PRODUIRONT LES DOCUMENTS SUIVANTS (OU FORMULAIRE DC2 COMPORTANT LES INFORMATIONS CI-DESSOUS DEMANDEES) :**

- (a) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- (b) Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- (c) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- (d) Présentation d'une liste des principaux travaux en lien avec l'objet du marché effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les travaux sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- (e) Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- (f) **Le candidat devra posséder les identifications professionnelles suivantes ou toutes autres certifications ou cartes professionnelles similaires :**

**Lot n°1 – Isolation :**

- Qualibat 713 : Isolation thermique par l'extérieur.
- Qualibat 611 : Peinture – ravalement.
- Qualibat 352 : Menuiserie extérieure.
- Qualibat 155 : Amiante.

**Lot n°2 – Etanchéité :**

- Qualibat 713 : Isolation thermique par l'extérieur.
- Qualibat 321 : Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles.
- Qualibat 324 : Etanchéité liquide (s.e.l.).
- Qualibat 155 : Amiante.

**Lot n°3 – Ventilation mécanique - Chauffage**

- Qualibat 531 : Installations de ventilation et traitement d'air.
- Qualification 5422 - Ramonage en habitat collectif et tertiaire
- Qualibat 155 : Amiante.

**Lot n°4 – Installations photovoltaïques - Electricité**

- Qualifelec.
- QualiPV (RGE).

- (g) Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat :

Les éléments communiqués devront permettre de démontrer la capacité du candidat à exécuter chacune des prestations prévues par le lot soumissionné. Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat » est joint au présent dossier de consultation des entreprises. Il devra être dûment complété.

Le formulaire DC2 complète le formulaire DC1. Il est renseigné par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chaque membre du groupement. En cas d'allotissement, il doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.

Il permet de s'assurer que le candidat individuel ou chacun des membres du groupement dispose des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché public ou de l'accord cadre (informations remises sous forme d'annexes au DC2)

Pour accéder à la notice explicative DC2, utiliser le lien suivant :

[http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/DC/notices\\_dc/notice\\_dc/notice\\_dc2.pdf](http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/DC/notices_dc/notice_dc/notice_dc2.pdf)



Si les documents et attestations fournis à l'appui de la candidature ne sont pas établis en langue française, le candidat fournira une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté (article 45 du code des marchés publics).

#### **ATTENTION**

**1/** Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique, même pour les sociétés d'un même groupe.

**2/** Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

**3/** Une même personne ne peut présenter plusieurs offres à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements (article 51-VI-1° du Code des marchés publics).

**\* En cas de groupement :**

Le candidat joindra pour chaque membre du groupement l'intégralité des pièces et justificatifs susmentionnés (hormis la lettre de candidature – formulaire DC1 – qui est signée par tous les membres du groupement sur le même document).

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques, le candidat membre du groupement devra produire les mêmes documents concernant l'opérateur que ceux exigés des candidats. Le candidat membre du groupement produira, conformément à l'article 45-III du Code des Marchés Publics, la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

**\* En cas de sous-traitance :**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur (Formulaire DC2 ou autres documents sus mentionnés).

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants

#### **6.2.2 – Contenu de l'offre**

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces énumérées ci-après complétées, datées et signées par le représentant qualifié de l'entreprise candidate. Les offres sont entièrement rédigées en français et les montants libellés en euro.

Le dossier « offre » devra contenir les documents suivants :

### **Sous dossier B (projet de marché) comprenant :**

**B1 – Un acte d'engagement complété**, paraphé, daté et signé par le(s)représentant(s) qualifié(s) de l'(toutes les) entreprise(s) candidate(s) ayant vocation à être titulaire(s) du marché et valant acceptation de l'ensemble des autres pièces du dossier de consultation.

**Pour les groupements d'entreprises**, l'acte d'engagement sera signé soit par l'ensemble des cotraitants soit par le seul mandataire (en fonction de l'habilitation précisée dans le formulaire DC1 ou tout autre document d'habilitation).

**En cas de sous-traitance** déclarée au moment de la candidature l'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement (annexe 1 de l'acte d'engagement – formulaire type DC4 dûment complété et signé)

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

Pour chaque sous-traitant désigné dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe les pièces mentionnées au 6.2.1

**B2 – Un Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** paraphé, daté et signé par le représentant qualifié de la société ou du groupement qui sera signataire du marché.

**B3 – Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** paraphé, daté et signé par le représentant qualifié de la société ou du groupement qui sera signataire du marché.

**B4 – Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** à compléter sans y apporter aucune modification et à signer à la dernière page.

**B5 – Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** à compléter sans y apporter aucune modification et à signer à la dernière page.

### **B6 – Un mémoire justificatif de la teneur de l'offre**

Le candidat fournira un mémoire justificatif des dispositions qu'il se propose d'adopter pour l'exécution des travaux :

Ce mémoire justificatif et descriptif devra comporter tous les documents, notes techniques et notices descriptives permettant d'apprécier la qualité des ouvrages que l'entreprise se propose de mettre en œuvre dans le cadre du présent marché.

Ce mémoire devra intégrer les éléments suivants :

- Un descriptif détaillé sur les procédés et moyens d'exécution des prestations envisagées comprenant un planning détaillé de travaux,
- Un descriptif détaillé des moyens matériels et humains envisagés pour l'exécution du marché
- Un descriptif détaillé sur la provenance des fournitures et mesures envisagées pour en assurer la fiabilité et la qualité
- Un descriptif détaillé des mesures envisagées pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur le chantier et sur le site ainsi qu'un plan d'installation.
- Un descriptif détaillé des mesures de protection de l'environnement envisagées

### **B7 – RIB**

## **ARTICLE 7 – EXAMEN DES OFFRES ET CRITERES PONDERES DE JUGEMENT DES OFFRES**

### **7.1 MODALITES D'ANALYSE DES CANDIDATURES**

#### **⇒ DEMANDE DE COMPLEMENT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE**

Conformément à l'article 52 du code des marchés publics, avant de procéder à l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à dix jours. Il pourra également demander aux candidats n'ayant pas justifié de la capacité juridique leur permettant de déposer leur candidature de régulariser leur dossier dans les mêmes conditions. Il en informe les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

#### **⇒ ELIMINATION DES CANDIDATURES IRRÉGULIÈRES**

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions de l'article 43 ou qui, le cas échéant après demande de complément, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées à la rubrique du présent règlement de la consultation ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

#### **⇒ ANALYSE DES CANDIDATURES**

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application de l'article ci-dessus seront analysées au regard des capacités professionnelles, techniques, et financières.

**Les critères de sélection seront les suivants :**

##### **○ 1 – Garanties professionnelles**

**Le candidat devra posséder les identifications professionnelles suivantes ou toutes autres certifications ou cartes professionnelles similaires**

##### **Lot n°1 – Isolation :**

- Qualibat 713 : Isolation thermique par l'extérieur.
- Qualibat 611 : Peinture – ravalement.
- Qualibat 352 : Menuiserie extérieure.
- Qualibat 155 : Amiante.

##### **Lot n°2 – Etanchéité :**

- Qualibat 713 : Isolation thermique par l'extérieur.
- Qualibat 321 : Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles.
- Qualibat 324 : Etanchéité liquide (s.e.l.).
- Qualibat 155 : Amiante.

##### **Lot n°3 – Ventilation mécanique - Chauffage**

- Qualibat 531 : Installations de ventilation et traitement d'air.
- Qualification 5422 - Ramonage en habitat collectif et tertiaire
- Qualibat 155 : Amiante.

#### **Lot n°4 – Installations photovoltaïques - Electricité**

- Qualifelec.
- QualiPV (RGE).

#### **○ 2 – Garanties financières**

**L'entreprise devra posséder un chiffre d'affaires minimum équivalent à au moins 3 fois le montant des travaux envisagés.**

### **7.2 – JUGEMENT DES OFFRES – CRITERES DE SELECTION**

A l'issue de l'ouverture et de l'examen du contenu des offres, seront éliminées les offres irrégulières inacceptables ou inappropriées à l'objet du marché, conformément aux dispositions de l'article 53-III du Code des Marchés Publics.

#### **⇒ ELIMINATION DES OFFRES INAPPROPRIEES, IRRÉGULIERES OU INACCEPTABLES**

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront éliminées, étant précisé qu'est :

- (a) inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du Pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- (b) irrégulière, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;
- (c) inacceptable, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au Marché ne permettent pas au Pouvoir adjudicateur de la financer.

#### **⇒ DEMANDE DE PRECISION OU DE COMPLEMENTS**

Des précisions ou des compléments pourront être demandés aux candidats sur leur offre.

#### **7 2 1 – Critères de notation des offres**

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération respective et selon les modalités suivantes :

<b>Critères</b>		<b>Pondération</b>
1	Prix	40 %
2	Valeur technique	45 %
2	Délais de réalisation	15 %

### **1<sup>er</sup> critère « Prix » :**

#### **LES PRIX SERONT ANALYSES SUR LA BASE DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**

Le prix des prestations sera noté sur 40 points ( soit 40 % de la note totale) en appliquant la formule suivante :

$$\text{Note de P} = 40 \left( \text{Pm/Px} \right)$$

- ° Pm étant l'offre la moins disante
  - ° Px étant l'offre de l'entreprise
- ( le nombre de points sera arrondi au centième).

Etant toutefois précisé :

Qu'en application de l'article 55 du code des marchés publics, une offre d'un montant apparaissant comme anormalement bas pourra faire l'objet d'une demande écrite de justifications auprès du candidat et pourra être rejetée.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre et/ou de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix qu'elle estimera nécessaires.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées, Il ne sera tenu compte que des montants corrigés le jugement de la consultation. Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette erreur pour la mettre en harmonie avec le montant total de sa proposition ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète pourra immédiatement être écartée.

### **2<sup>ème</sup> critère « valeur technique» :**

Le critère « Valeur technique de l'offre » sera évalué sur 45 points (soit 45 % de la note totale) et sera apprécié sur la base du mémoire technique en fonction des sous-critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- la méthodologie appliquée attestant de la bonne compréhension du dossier accompagné d'un planning de travaux détaillé (organisation du chantier, organisation de la qualité, prise en compte environnementale, gestion des déchets de chantier) : (12 points)
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour l'exécution du marché (12 points)
- la qualité et l'origine des fournitures employées : (12 points)
- la sécurité, analyse des contraintes et les installations de chantier : (9 points)

Barème de notation des sous-critères de la valeur technique :

0%	Renseignement non fourni
20%	Offre non-conforme au CCTP et jugée insatisfaisante car ne représentant pas, au vu de l'ensemble des offres, d'avantages ou points positifs pour répondre à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
40%	Offre conforme au CCTP, jugée peu satisfaisante car présentant, au vu de l'ensemble des offres, peu d'avantages ou points positifs pour répondre à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
60%	Offre conforme au CCTP, jugée suffisante car présentant, au vu de l'ensemble des offres, suffisamment d'avantages ou points positifs pour répondre de façon adaptée à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
80%	Offre conforme au CCTP, jugée bonne et avantageuse car présentant, au vu de l'ensemble des offres, beaucoup d'avantages ou points positifs pour répondre de façon satisfaisante à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
100%	Offre conforme au CCTP, jugée excellente car présentant, au vu de l'ensemble des offres, le maximum d'avantages ou points positifs pour répondre de façon très satisfaisante à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé

Au final, la note attribuée au critère « valeur technique » résulte de la somme des notes attribuées aux sous-critères.

La non production du mémoire technique entraîne l'application de la note « 0 » au critère « valeur technique ».

**3ème critère « Délais de réalisation » :**

La note portera sur 15 points en appréciant le délais de réalisation des travaux.

Ainsi, la note globale notée sur 100 points correspondra à la somme de la note du prix des prestations (sur 40 points), de la note de la valeur technique (sur 45 points) et de la note du délai d'exécution (sur 15 points).

**7.2.2 - Mise au point de l'offre**

Il peut être demandé au candidat retenu de clarifier des aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci, sans que ces modifications ne puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre ni le classement des offres.

**7.2.3 - Clause de sauvegarde**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation en ne passant pas de marché avec quelque entreprise que ce soit pour des motifs d'intérêt général. Cette disposition vaut quand bien même une entreprise aurait été avisée que son offre était retenue.

#### 7.2.4 – Négociations

À la suite de l'analyse des offres, un premier classement sera effectué.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les 3 premiers candidats du classement des offres au regard des critères énoncés ci-dessus.

La négociation pourra porter sur :

- le prix.
- les techniques d'exécution des travaux ou prestations.

Pour donner suite aux négociations et aux nouvelles offres proposées, une nouvelle analyse sera faite et l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **ARTICLE 8 – ATTRIBUTION PROVISoire**

Conformément à l'article 46 du Code des Marchés Publics, le soumissionnaire, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, devra produire (s'il ne l'a pas déjà fait dans son offre) :

- Les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail (candidats établis en France) Voir plus bas \*
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (liasse 3666 et URSSAF ou formulaire NOTI 2 – anciennement DC 7)  
Ce formulaire est disponible sur le site internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à l'adresse suivante :

[http://www.minefe.gouv.fr/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/NOTI/daj\\_noti.htm](http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/NOTI/daj_noti.htm)

Le candidat veillera à ce que toutes les rubriques le concernant soient remplies.

Afin de satisfaire aux obligations ci-dessus, le candidat, établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les états où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays

- Une attestation d'assurance conforme aux exigences et conditions fixées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs ci-dessus.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

\*\*\*\* l'attributaire devra fournir lors de la remise de son offre et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants (article D 8222-5 du code du travail) :

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;
- b) Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au A) ou au B) ci-dessous.



Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat fournira l'un des documents suivants :

- A) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis)
- B) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- C) Un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'il y soit mentionné le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente
- D) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription »

c) Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur

## **ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les candidats auront la faculté de demander des renseignements complémentaires par écrit au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures et des offres. Cette demande devra impérativement se faire par fax ou par courriel électronique.

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par demande auprès de :

### **Renseignements d'ordre juridique et administratif ou technique :**

IN'LI PACA

Groupe Action Logement

Immeuble Air Promenade

470 Promenade des Anglais

06200, Nice

N° téléphone : 04 83 32 16 76

N° télécopie : 04 83 32 16 89

Courriel : veronique.lenoble@inli.fr

Les candidats peuvent se procurer les CCAG et CCTG cités dans le marché auprès de la direction des journaux officiels, les formulaires et les imprimés sont disponibles auprès du site internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : <http://www.minefi.gouv.fr>

Des demandes de renseignements complémentaires pourront également être formulées via la plateforme de dématérialisation pour les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises par voie dématérialisée.

**Attention : le pouvoir adjudicateur n'apportera pas de réponse à des demandes qui seraient adressées à d'autres services ou par d'autres moyens, notamment téléphonique.**

### **Renseignements d'ordre technique :**

M. Bogdan DRAGOS

Bureau d'études ICTP

254 Corniche Fahnestock

06700 SAINT-LAURENT DU VAR

Tél : 04 92 12 97 09

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises, ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## ANNEXE 1 : DEMATERIALISATION

1. Le dossier de consultation (DCE) est disponible sur le site de l'acheteur

2. Un formulaire permet au candidat de renseigner le nom de son organisme, le numéro SIREN ou SIRET pour les entreprises ou établissements en France ou un identifiant national pour les entreprises établies hors de la France, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier les éventuels compléments apportés au dossier de consultation (précisions, réponses, rectifications).

**Les candidats peuvent aussi télécharger le dossier de consultation des entreprises de manière anonyme. L'attention des candidats est attirée sur le fait que dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage ne sera pas en mesure de leur faire parvenir les éventuelles modifications apportées au dossier de consultation des entreprises, ou les réponses apportées aux questions des candidats.**

3. Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .doc ; (Word) ; .xls (Excel); .pdf (Acrobat Reader) ; .odt et .ods (Open Office) ; .zip (archives compressées).

4. Les dossiers comportant les candidatures et les offres des candidats peuvent être transmis par voie dématérialisée sur le site de l'acheteur.  
Le candidat devra se référer aux pré-requis et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur ledit site.

**5. Dans le cadre des envois dématérialisés, chacun des documents suivants doit impérativement être signé électroniquement :** DC1, DC2, lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (si fournies hors du DC1), déclaration sur l'honneur (si fournie hors du DC2), documents donnant pouvoir pour engager juridiquement l'entreprise, acte d'engagement.

**6. L'horodatage de la plateforme de dématérialisation fera, seul, foi pour déterminer la date et l'heure de réception des offres dématérialisées**

Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de remise des offres indiquées en page du garde du présent règlement de la consultation sera considéré comme hors délai et sera rejeté. Toutefois, si une copie de sauvegarde est parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais, celle-ci sera ouverte conformément à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 *relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics*.

**7. Afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée, le candidat devra tenir compte des indications suivantes :**

## 7.1. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les certificats de signature utilisés par les candidats doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté du 15 juin 2012 *relatif à la signature électronique dans les marchés publics*.

Il est rappelé :

- que tous les documents nécessitant une signature, notamment l'acte d'engagement et son annexe financière, doivent être signés individuellement, la signature d'un fichier global ".zip" ou équivalent ou d'un dossier contenant ces documents n'est pas suffisante ;
- Si le candidat envoie ces documents à l'intérieur d'un fichier ".zip" ou équivalent, il devra donc veiller à signer électroniquement chaque document préalablement au dépôt sur la plate-forme ;
- **qu'une signature manuscrite scannée n'a pas la valeur juridique d'un original et ne constitue donc pas une signature valable dans le cadre d'un envoi dématérialisé.**

**Le candidat veillera à ce que le certificat de signature utilisé soit valide à la date de signature et soit bien établi au nom d'une personne habilitée à engager juridiquement l'entreprise candidate.**

## 7.2. GROUPEMENT

En cas de candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, conformément à l'article 51-IV du code des marchés publics, la candidature et l'offre sont présentées et signées par le mandataire du groupement s'il justifie de l'habilitation nécessaire. Cette habilitation expresse peut résulter :

- soit d'un document unique signé électroniquement et conjointement par chacun des membres du groupement ;
- soit de plusieurs documents distincts, un pour chaque membre du groupement, signés électroniquement, chaque membre donnant habilitation au mandataire dans des termes identiques.

Si aucune habilitation n'est fournie, chacun des membres du groupement signe électroniquement la candidature et l'offre.

Les signatures de chacun des membres du groupement doivent s'appuyer sur des certificats répondant aux exigences exposées plus haut au point 7.1.

**Attention** : En raison de contraintes techniques de la plate-forme, si chacun des membres du groupement signe l'acte d'engagement, il conviendra de placer celui-ci ainsi que les fichiers de signature s'y rapportant dans un dossier « .zip » unique avant le dépôt sur la plate-forme (ce fichier « .zip » devant lui même être signé, mais uniquement par l'entreprise déposant le pli sur la plate-forme).

### 7.3. FORMAT DES FICHIERS

Le candidat :

- est invité à utiliser des formats de fichier compatibles avec les logiciels Microsoft Word, Microsoft Excel, Adobe Acrobat Reader ;
- est invité à ne pas utiliser les formats de type « .exe », « .cmd », « .bat » ni les « macros-fonctions » dans sa réponse ;
- doit faire en sorte que son offre n'excède pas un volume de 200 Mo, les fichiers plus volumineux risquant de poser des problèmes de chiffrement/déchiffrement qui pourraient rendre impossible l'ouverture du dossier par le pouvoir adjudicateur et entraîner le rejet du pli ;

Les candidats sont informés que le temps nécessaire au dépôt des dossiers sur la plateforme peut varier notamment en fonction de l'état du réseau et du volume du fichier concerné. Seule l'heure de fin de transmission du dossier sur la plate-forme étant prise en compte, les candidats sont invités à prendre toute précaution utile en terme de délai pour que leurs dossiers, notamment ceux particulièrement volumineux, soient déposés sur la plate-forme dans le respect du délai de remise des offres.

### 8. Anti-virus

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur envoi que les fichiers transmis ne comportent pas de programmes malveillants. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus.

Il ne peut être exigé du pouvoir adjudicateur qu'il procède à une tentative de réparation de tout document électronique relatif à une candidature contenant un programme informatique malveillant.

Le cas échéant, le document informatique contenant un programme malveillant qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais existé.

Toutefois, si une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier a été déposée selon les modalités de l'article 6 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, celle-ci sera ouverte en application de l'article 7 du même arrêté.

## ANNEXE 2

### EXPLICATIONS FORMULAIRE DC1/DC2

**Pour répondre, le(s) candidat(s) fournira(ont) les nouveaux formulaires DC1 et DC2 (formulaires « Bleus »), qui leur sont remis avec le dossier de consultation. Les candidats fourniront en Annexes au DC2 les pièces, éléments ou informations demandés qui ne pourraient figurer dans ces nouveaux formulaires.**

#### **Formulaire DC1** (lettre de candidature) :

Le **DC1** permet d'identifier le candidat qui se présente seul ou le groupement d'entreprises candidat.

Il doit être renseigné et signé par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par tous les membres du groupement. En cas d'allotissement, il peut être commun à plusieurs lots.

Il atteste de l'exactitude de l'ensemble des renseignements fournis dans le formulaire DC2 et ses annexes qui doivent être transmis, en complément du DC1.

Les groupements d'entreprises remplissent un seul DC1 mais chaque membre du groupement le signe et produit les renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur. Le document peut aussi être utilisé par les groupements d'entreprises comme document d'habilitation du mandataire.

Pour accéder à la **notice explicative du DC1**, utiliser le lien suivant :  
[http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/DC/notices\\_dc/notice\\_dc1.pdf](http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/DC/notices_dc/notice_dc1.pdf)

#### **Formulaire DC2** (déclaration du candidat) :

Le **DC2** complète le formulaire DC1. Il est renseigné par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chaque membre du groupement. En cas d'allotissement, il doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.

Il permet de s'assurer que le candidat individuel ou chacun des membres du groupement dispose des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (informations remises sous forme d'**Annexes au DC2**).

Pour accéder à la **notice explicative du DC2**, utiliser le lien suivant :  
[http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/DC/notices\\_dc/notice\\_dc2.pdf](http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/DC/notices_dc/notice_dc2.pdf)

Si les documents et attestations fournis à l'appui de la candidature ne sont pas établis en langue française, le candidat fournira une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté (article 45 du code des marchés publics).

Nota : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximal de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

#### **Le soumissionnaire retenu devra, en outre, fournir les pièces suivantes pour que le marché lui soit attribué :**

Dans le cas où une déclaration sur l'honneur concernant les obligations fiscales et sociales (article 46 du CMP) serait fournie par le candidat, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans le délai de 10 jours à compter de la notification de sa désignation par le pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

En effet, lorsque le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché est choisi, l'acheteur public applique l'article 46 du code des marchés et le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire en outre :

a) Les pièces mentionnées aux articles D8222-5, D8222-7 et D8222-8 du code du travail (voir plus bas) \*;

b) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Afin de satisfaire aux obligations fixées par le b), le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

\* L'attributaire devra fournir lors de la remise de son offre et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants (Article D8222-5 du Code du travail (anciennement article R.324-4 abrogé par le Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. 9 V) :

a) *Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant **et datant de moins de six mois** ;*

b) *Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au A ou au B ci-dessous.*

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat fournira l'un des documents suivants :

- A) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- B) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- C) Un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- D) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription."

c) *Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, datée du jour de la signature de son offre, établie par ce cocontractant, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.*

Conformément à l'Article D8222-7 du Code du travail (anciennement article R.324-7 abrogé par le Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. 9 V) si l'attributaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remettra lors de la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CEE) n° 1408 / 71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;

3° Lorsque le cocontractant emploie des salariés pour accomplir une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 ou de documents équivalents.

Les documents et attestations énumérés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française (Article D8222-8 du Code du travail)

**Ces documents devront être renouvelés tous les six mois par le titulaire** pendant l'exécution du marché et jusqu'à la fin de ce dernier. En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5 du code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Tous les membres d'un groupement ainsi que tous les sous-traitants doivent fournir les mêmes pièces que le candidat au marché.